

**Intervention de Jean-Jack QUEYRANNE
Président du Conseil régional Rhône-Alpes**

**Charbonnières - Siège de la Région Rhône-Alpes
Vendredi 26 mars 2010**

« Chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

Avec notre assemblée renouvelée, nous ouvrons, ce matin, une page nouvelle de la vie de notre Région.

Dimanche dernier, un électeur sur deux a dit ce qu'il voulait pour Rhône-Alpes, contribuant par son vote à dégager une majorité claire, une majorité de gauche dont la première des exigences est bien évidemment de se mettre au service de tous.

Je tiens à exprimer ma gratitude à toutes celles et à tous ceux qui m'ont exprimé leur confiance. Elle s'est traduite par le vote que les conseillers régionaux viennent d'exprimer en ma faveur.

Je tiens à saluer les autres candidats à cette fonction. Je ne doute pas qu'ils tiendront toute leur place dans notre assemblée.

Je veux remercier notre doyen qui a présidé la séance et le benjamin de notre Conseil qui assure les fonctions de Secrétaire de séance ainsi que le prévoit la loi.

Notre assemblée est profondément renouvelée puisque, sur les 157 conseillers, 86 débutent leur 1er mandat. Je leur souhaite la bienvenue sachant qu'ils bénéficieront de l'expérience de celles et ceux qui ont déjà siégé dans cet hémicycle.

Je reviendrai rapidement sur les scrutins des 14 et 21 mars pour relever que la moitié des électeurs rhônalpins s'est abstenue. Son silence est lourd de sens toutefois. C'est un crève-cœur pour le Républicain que je suis, et je pense que vous partagez tous ce sentiment.

C'est pourquoi, dans les semaines, les mois et les années qui viennent, c'est à ceux qui se sont éloignés de l'expression démocratique fondamentale que nous devons penser chaque fois que nous engagerons une politique nouvelle.

Nos concitoyens doivent mesurer l'utilité de nos actions. Ils doivent retrouver espoir dans la politique ; sans cela, nous nous condamnerions nous-mêmes à n'être que des Sisyphe, poussant le rocher de nos espérances, sans jamais leur donner une réalité.

La feuille de route, que je vais vous présenter aujourd'hui, en ma qualité de Président du Conseil régional Rhône-Alpes, entend redonner cet espoir. Elle s'organise en quatre grands chantiers, qui sont autant de défis à relever pour améliorer la vie quotidienne. Ce sont **l'emploi, l'innovation, la solidarité territoriale et la démocratie**.

1- L'emploi, bien sûr, parce que — et nous en avons tous conscience — il est la préoccupation majeure de nos concitoyens.

250 000 Rhônalpins sont au chômage. En France, en 2009, 1 000 emplois ont été détruits par jour. Ces chiffres cachent des réalités humaines terribles. Chaque fois qu'un salarié est licencié, c'est une famille fragilisée dans sa vie de tous les jours. Chaque fois qu'une entreprise ferme, c'est une fracture dans un territoire. Moins d'emploi, c'est toujours plus d'inégalités.

Nos concitoyens nous demandent d'agir vite.

Dès la seconde quinzaine d'avril, je réunirai la Conférence sociale.

En décembre 2008, elle a montré son efficacité quand nous avons lancé le plan de soutien à l'économie et à l'emploi pour combattre la crise.

Avec les partenaires sociaux, nous envisagerons de nouvelles mesures d'urgence.

Nous engagerons aussi la refonte du Schéma régional de développement économique.

Les 27 et 28 mai, en assemblée plénière, nous proposerons un Plan de soutien au développement des PME. Elles sont les fers de lance de l'activité économique, mais elles tangent aussi avec la crise.

Grâce à la création d'un Fonds d'investissement pour les PME, proposé à l'origine par le CESR et mobilisant l'épargne régionale, nous les aiderons à résister à la tempête, ce qui est un gage pour le maintien et le développement de l'emploi. Je souhaite que des banques s'engagent avec nous. Les organismes financiers ont largement bénéficié du soutien de l'Etat. Leur participation semble un juste retour de l'aide accordée avec l'argent public.

Nous nous battons pour l'emploi avec les CARED, les contrats d'accès ou de retour à un emploi durable, qui conjuguent une formation avec un vrai contrat de travail. Nous prendrons d'ailleurs en charge la totalité du coût de la formation si l'entreprise embauche immédiatement le salarié en CDI.

Pour les personnes en très grande difficulté professionnelle, ce dispositif est la chance de trouver, beaucoup plus qu'un métier, une place dans la société.

Il apporte la preuve que la formation tout au long de la vie est tout à la fois une solution à la crise économique et un facteur de fierté personnelle. Car, dix ans, vingt ans, trente ans après être sorti de l'école, se former pour obtenir un emploi, c'est de la dignité au travail et également dans sa famille, dans son quartier ou dans son village. Le Service public régional de formation répondra à cette ambition.

Quant aux jeunes, ils se heurtent trop souvent à des portes fermées lorsqu'ils arrivent sur le seuil de la vie active. Ils ont du mal à trouver ne serait-ce qu'un stage. Le «Pass emploi formation» facilitera leurs premiers pas vers le monde du travail, les aidant à faire valoir leurs diplômes et à taper à la bonne porte.

Plus en amont encore, grâce à l'action que nous mènerons dans les lycées, dans les centres de formation par l'apprentissage, dans les missions locales, nous les aiderons à acquérir un solide bagage et une ouverture d'esprit, avec le déploiement du numérique et des moyens de l'internet, avec des bourses d'études à l'étranger. Nous serons présents auprès d'eux dans leur vie de tous les jours avec l'extension de la carte M'RA, leur donnant une plus grande autonomie, comme le Pass contraception, qui leur ouvrira aussi de nouveaux droits.

2 - Notre deuxième grand chantier est celui de l'innovation.

Elle est la condition sine qua non du changement.

Il ne suffit plus d'analyser et de comprendre les raisons de la crise.

Il faut maintenant changer en profondeur les ressorts de notre système.

L'innovation, elle est inscrite dans l'ADN de notre Région. Elle se trouve dans son tempérament profondément humaniste qui a su faire de l'économie sociale et solidaire l'une des forces motrices de Rhône-Alpes autant qu'un laboratoire social. Un nouveau Contrat sectoriel sera adopté en 2011.

L'innovation, elle est dans notre capacité collective à emprunter de nouvelles voies, qui mènent à de nouvelles dynamiques et à de nouveaux emplois. Il faut citer l'environnement et les énergies renouvelables qui présentent des potentiels, tout comme les services à la personne et l'aide à domicile ou encore l'écotourisme, qui est un autre gisement. Nous nous saisissons de toutes ces opportunités qui sont autant d'espoir pour les personnes et pour les territoires.

L'innovation, c'est aussi la recherche, une belle tradition de Rhône-Alpes.

Nous poursuivrons notre engagement en soutenant la recherche académique mais aussi la coopération entre recherche publique et privée, encourageant le développement de l'économie de la connaissance.

L'innovation, c'est encore notre ouverture au monde. Rhône-Alpes a toujours été à la croisée des chemins qui mènent aux grandes explorations et aux idées nouvelles. Le 15 mai prochain, pour l'ouverture de l'Exposition universelle de Shanghai et avec le Maire de la ville, HAN Zheng, j'inaugurerai le Pavillon Rhône-Alpes. Il sera la vitrine de nos savoir-faire tout en aidant les entreprises régionales, dont les PME, à se positionner sur les marchés internationaux.

L'innovation, c'est encore notre capacité à nous mobiliser très vite sur les grandes questions environnementales. A l'automne prochain, un an après l'échec du Sommet international de Copenhague et quelques semaines avant le rendez-vous de Mexico, nous organiserons en Rhône-Alpes une Conférence européenne des Régions pour le climat. Il s'agira pour nous de promouvoir des initiatives concrètes.

Je reste persuadé que les Régions sont capables de réussir là où les Etats ont échoué. C'est pourquoi nous prendrons une part active dans ce grand mouvement pour préserver ce patrimoine commun, qu'est l'avenir, installant Rhône-Alpes, comme une écorégion parmi les plus performantes en Europe.

3 - Troisième chantier avec la solidarité territoriale.

Nous ne nous satisferons pas d'une Région à deux vitesses, avec des cœurs d'agglomérations riches en services et avec des territoires périphériques ou ruraux sans médecins, ni hôpitaux, ni agence postale. S'il est une croissance que j'appelle de mes vœux, c'est bien celle des services publics partout où vivent des femmes et des hommes !

Les services publics sont les garants de l'égalité entre les citoyens. Ils sont le poumon de la République. Chaque fois que, dans notre Région, un service public sera menacé, nous nous y opposerons. Nous tiendrons le bras de fer. Nous apporterons aussi notre contribution directe à la qualité de vie dans les départements en poursuivant l'installation de Maisons de santé et donc de médecins en leur sein.

Nous augmenterons la couverture numérique qui est un service aux particuliers, comme aux établissements scolaires et aux entreprises.

Nous assurerons pleinement nos responsabilités dans le fonctionnement du service public ferroviaire régional. Le réexamen prochain — c'est-à-dire à mi-parcours — de la convention conclue avec la SNCF en 2007 nous permettra d'améliorer tant l'offre de transports, que la qualité du service.

Information des usagers, ponctualité des trains, sécurité tant pour les voyageurs que pour les agents seront nos priorités. Je tiens à exprimer en notre nom, notre solidarité avec le contrôleur de la SNCF qui a été agressé dans un TER à Montélimar.

Solidaires, nous le serons aussi avec les agriculteurs, acteurs essentiels du territoire, qui vivent une tragédie sans précédent, avec la réduction inquiétante de leurs salaires. Nous soutiendrons tout particulièrement les producteurs de lait, en très grande difficulté. S'il revient à l'Etat de garantir leurs ressources, nous avons décidé de leur accorder une aide complémentaire. Aujourd'hui en vigueur, elle pourra être renforcée si nécessaire.

Nous préserverons aussi le foncier agricole indispensable à la survie du monde paysan. Sans terre, aucune agriculture à taille humaine n'est possible.

Nous accompagnerons le développement des circuits courts qui offrent la double assurance de produits de qualité pour les consommateurs et d'un revenu pour les agriculteurs. A Bruxelles, nous pèserons dans les débats sur l'avenir de la Politique Agricole Commune.

4 - Notre quatrième chantier est celui de la démocratie.

Elle est précieuse et fragile.

Dans cette assemblée, chaque formation politique, de la majorité et de l'opposition, sera traitée avec le respect qui lui est dû. Nous avons tous comme point commun de siéger dans cette assemblée par la volonté de nos concitoyens.

Comme nous l'avons toujours fait, nous privilégierons le dialogue avec nos partenaires, comme avec les bénéficiaires de nos politiques. Nous améliorerons les espaces de concertation, grâce aux moyens de l'Internet, en introduisant progressivement des budgets participatifs.

Quant au nouveau siège de la Région à Lyon Confluent, ses travaux s'achèveront à la fin de l'été pour une installation à l'automne. Outre l'amélioration des conditions de travail des services, liée au regroupement des agents, le déménagement coïncidera avec une nouvelle organisation de

notre administration, afin qu'elle soit toujours plus opérationnelle et toujours plus réactive aux sollicitations des Rhônalpins.

Je veux que ce site, accessible en transport en commun, devienne un lieu emblématique de la démocratie régionale, comme le sont les Espaces Rhône-Alpes répartis sur les territoires dont les missions et les moyens seront renforcés.

Enfin sur la réforme des collectivités locales, nous manifesterons notre désapprobation et, avec les autres Régions de France, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'elle soit abandonnée.

Car cette réforme — qui est en réalité une contre réforme — risque de réduire les compétences des Régions en mettant à mal nos politiques culturelles, associatives, sportives ou de santé, c'est-à-dire ce qui favorise l'épanouissement personnel, la vitalité des territoires et la justice sociale.

Elle a déjà supprimé notre fiscalité. Elle prévoit aussi de changer le mode de scrutin ce qui reviendrait à faire disparaître des élus locaux dont nous savons le rôle qu'ils jouent auprès des citoyens.

Elle porterait aussi atteinte au principe de parité, difficilement acquis, ce qui est non seulement un retour en arrière inquiétant mais aussi une giflle à la démocratie.

Elle se placerait également à contre-courant des pays européens qui, à l'inverse, renforcent le pouvoir et le budget de leurs Régions. Sur ce point, notre exception française serait une régression.

Nous sommes ouverts au dialogue. Mais je le dis avec la solennité que me confère ma responsabilité de Président de cette assemblée : le Président de la République et le Premier Ministre doivent retirer ces projets de loi et ouvrir une réelle concertation.

Sinon, nous interviendrons par tous les moyens pour protéger la régionalisation et, avec elle, la démocratie.

Rhône-Alpes est une terre de résistance dont l'héritage nourrira notre détermination.

Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Notre responsabilité est grande, car les attentes de nos concitoyens le sont tout autant. A chacune et chacun d'entre vous, au-delà de nos clivages politiques, je souhaite du courage et de la volonté pour exercer son mandat régional. Dans l'Ain, l'Ardèche, la Drôme, l'Isère, la Loire, le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie, je veux que chaque citoyen se sente entendu.

C'est au prix de cet engagement, qui ne doit pas faiblir, que nous établirons la confiance et l'espoir. S'il ne revient pas directement aux élus de faire le bonheur de leurs concitoyens, ils peuvent en créer les conditions.

C'est, vous avez ma parole, ce que nous ferons. »